CLUB CONVAINCRE
www.convaincre-rhone.fr

Le 8 Janvier 2023

Le Club CONVAINCRE DU RHONE a remarqué

A notre agenda :

Le 10 janvier 2023 à 18H 30, Forum à distance sur Zoom sur « la Crise diplomatique France/Mali : la fin de la Françafrique ? » animé par Vincent Biloa

Après la décision de stopper l'opération Barkhane, les derniers soldats français ont quitté le Mali en 2022. La France, ainsi que les pays occidentaux, reprochent à la junte au pouvoir à Bamako sa collaboration avec les mercenaires russes, bras armés de la diplomatie du Kremlin. La situation est assez semblable en Centrafrique et au Burkina Faso.
Quelles pourraient être les causes, conséquences et perspectives de la crise diplomatique entre la France et le Mali et certaines de ses ex-colonies en Afrique sub-saharienne ?

***

Rubrique Europe

LA SUÈDE *préside le Conseil de l'Union Européenne au premier semestre 2023*

Après la République Tchéque et avant l'Espagne, **la Suède** préside le Conseil de l'Union européenne pour 6 mois. Ce pays scandinave est gouverné par une alliance de droite soutenue par l'extrême droite entre les Chrétiens démocrates, les Libéraux du parti modéré de rassemblement et les Démocrates de Suède d'extrême droite et aussi eurosceptique. Lors des dernières élections législatives de septembre 2022, les sociaux-démocrates ont obtenu plus de 30% des voix et les Démocrates de Suède plus de 20% des voix, suivi par le parti modéré de rassemblement 18% des voix, du Premier Ministre Suèdois M. Ulf KRISTERSSON.

La **Suède** axera sa présidence sur 4 grandes priorités : **la sécurité**, la **compétitivité**, la **transition écologique** et les **valeurs démocratiques.**
- Face à l'agression russe, l'Europe unie doit construire un consensus pour une politique européenne de sécurité et de défense solide, en étroite coopération avec ses partenaires

- Pour la maîtrise du prix de l'énergie, la présidence suédoise est chargée du prix plafond du gaz naturel à 180€ par MWh et du remplissage des stockages de gaz pour l'hiver prochain.
- Devant l'Inflation Réduction Act des USA vivement condamnée en Europe, une révision des règles relatives aux aides d'État doit être entreprise mais sans consensus sur ce sujet.
- Stimulation du programme nucléaire, comme ressources non fossiles produites en Europe pour être moins dépendant des acteurs extérieurs de l'approvisionnement énergétique
- Afin de rénover le pacte européen sur les migrations et l'asile le Parlement européen attend des avancées lors du sommet supplémentaire de début février 2023.

*"**Le protectionnisme n'est pas la voie à suivre**. Ce n'était pas le cas hier, et ce ne le sera pas demain - de ce côté-ci de l'Atlantique ou de l'autre"*, a déclaré M. KRISTERSSON ."*Nous savons que les entreprises innovantes dans un marché libre et ouvert génèrent non seulement la croissance et le bien-être, mais mènent également les transitions verte et numérique"*, a-t-il ajouté. *"Mais en vérité, l'UE est à la traîne. **Une politique de concurrence claire et de meilleures réglementations pour l'industrie européenne sont donc nécessaires."***
source : Le Grand Continent du 30 décembre 2023 et EuroNews du 4/1/2023

IMPÔTS SUR LES MULTINATIONALES : *15% minimal sur les bénéfices dans l'Union européenne !*

Le 15 décembre le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays membres a approuvé **le projet de taxation des bénéfices des multinationales à hauteur de 15%.** Cet accord doit entrer en vigueur dans l'UE le 31 décembre 2023. La Pologne et la Hongrie ont essayé tout à tour de bloquer ce projet, adopté sous l'égide de l'OCDE en 2020, pour obtenir la validation par l'UE de leurs plans de relance post-Covid de plusieurs milliards d'€ .
Les nouvelles règles fiscales instaurent **un impôt minimum sur les sociétés au taux de 15%,** quel que soit le territoire où s'exercent leurs activités. Sont concernés les multinationales dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 millions d'€ par an. Selon l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), cet impôt pourrait générer chaque année environ **150 milliards de $** de recettes fiscales supplémentaires au niveau mondial.
La directive européenne reprend la proposition de l'OCDE sur **la réforme de la fiscalité internationale** dont le premier pilier a pour ambition d'imposer les entreprises là où elles réalisent leurs bénéfices pour mettre fin à certaines pratiques d'optimisation fiscale, le second pilier de la réforme est une imposition minimale de 15% des bénéfices des sociétés multinationales. Ces projets d'une fiscalité mondiale doivent être encore finalisés au niveau de l'OCDE.
source : Toute l'Europe du 16:12/2022

EVASION FISCALE : *Lutter contre l'opacité financière*

La Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) vient d'invalider le 22 novembre dernier la libre consultation par les citoyens européens des registres identifiant les bénéficiaires réels des sociétés créées au sein de l'Union. Or depuis la directive anti-blanchiment de 2018 des journalistes ont publié des enquêtes (Offshore Leaks, Panama Papers, Paradise papers, Pandora Papers) dont **OpenLux** en février 2028 qui démontre que 45% des entreprises enregistrées au Luxembourg (6 500 milliards d'€ d'actifs) n'étaient que **des sociétés -écrans** sans aucune activité dans le pays.
Cette décision basée sur "l*e respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel,"* a eu pour effet immédiat que le Luxembourg et les Pays Bas ont annoncé qu'ils suspendaient l'accès public à leurs registres nationaux et que seules les autorités et les institutions financières sont en droit de contribuer à la lutte contre le blanchiment. Comme le dit Najat VALLAUD-BELKACEM " **Choisir aujourd'hui de renforcer l'opacité, c'est faire le choix de la complicité avec les flux financiers illicites et leurs bénéficiaires".**
Certaines grandes entreprises et des particuliers s'organisent pour échapper à l'impôt en toute impunité, privant ainsi les États membres de moyens pour investir dans les services publics. De même des grandes fortunes, des criminels, voire des personnalités politiques dissimulent leurs revenus, pots de vin et argent public détourné dans les sociétés opaques au sein de paradis fiscaux. La Commission Européenne doit **harmoniser et rendre compatibles les informations** par une interconnexion des registres nationaux prévue en 2021, mais toujours pas effective à ce jour.

Source : Le Grand Continent du 21 décembre 2022

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du Club Maison des associations 27 rue Denfert Rochereau 69004 LYON (bulletin ci-joint)

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com tel : 06 11 11 49 24

notre site http://www.convaincre-rhone.fr/